



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 30 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FORSEE POWER

54 avenue Hoche
75008 Paris

site sis 13, avenue des Temps Modernes 86360 Chasseneuil-du-Poitou

Référence : 2025 1330 UbD16-86 ENV86

Code AIOT : 0003103767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 octobre 2025 dans l'établissement FORSEE POWER implanté 13, avenue des Temps Modernes 86360 Chasseneuil-du-Poitou. L'inspection a été annoncée le 28/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORSEE POWER
- 13, avenue des Temps Modernes 86360 Chasseneuil-du-Poitou
- Code AIOT : 0003103767
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Spécialisée dans l'assemblage de batteries lithium-ion pour des solutions de mobilité (bus, etc.), Forsee Power a implanté en 2018 son principal établissement à Chasseneuil-du-Poitou. Elle y reçoit des « cellules » chargées à 2,3 V, qu'elle assemble pour former des « modules » (12 à 48 cellules par modules), qui eux-mêmes assemblés donnent des « packs ».

Le site reçoit désormais principalement des modules intégrant déjà les cellules.

Les technologies lithium-ion ci-après sont présentes sur site :

- NMC ((nickel-manganèse-cobalt) ;
- LFP (Lithium Fer Phosphate) ;
- LTO (Titanate de Lithium).

Les packs peuvent être connectés en série et en parallèle selon la puissance nécessaire. L'entreprise s'est implantée sur un ancien site industriel, qu'elle a transformé en bâtiment de production, abritant :

- plusieurs chaînes d'assemblage ;
- les laboratoires d'essais ;
- le service après-vente.

Sont identifiés 5 bâtiments principaux:

- 1 - administratif
- 2 - réfectoire
- 3 - production (8 000 m²)
- 4 - expédition
- 5 - réception

Le site relève de la législation des ICPE sous le régime de la déclaration au titre des rubriques suivantes :

- 1185, alinéa 2-a (Équipements frigorifiques ou climatiques, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg) : déclaration du 2 septembre 2021 (375 kg) ;
- 2925, alinéa 2 (Charge ne produisant pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW) : déclaration du 7 juillet 2025 (2 039 kW, extension du laboratoire).

L'inspection est diligentée en raison de la survenue d'un incendie, le 28 octobre 2025, dans l'après-midi, dans le bâtiment de production.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R. 512-69	Demande d'action corrective	15 jours
2	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 2.4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.8.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 5.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Récupération - recyclage	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 7.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 28/10/2025, article R. 512-68	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.7.
10	Arrêté ministériel de prescriptions générales (projet)	Code de l'environnement du 29 octobre 2025, article L. 511-2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La reprise de la production est conditionnée à la justification de la remise à niveau des moyens incendie (extincteurs, couvertures, sprinklage, équipements individuels...).

Des actions correctives / justificatifs sont par ailleurs attendus sur les thématiques suivantes :

- rapport d'incident avec appréciation des causes profondes de l'incendie ;
- désenfumage (mise en œuvre, dimensionnement) ;
- rédaction des compte-rendus d'exercices ;
- consignes d'exploitation ;
- capacités de rétention du site ;
- traitement des eaux d'extinction d'incendie ;
- contrôle périodique au titre de la rubrique 1185.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</i>

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées (IIC) a été informée le 28 octobre, par la Préfecture, peu avant 16h00, de l'incendie d'une batterie lithium, dans un bâtiment de 10 000 m².

Le jour de l'inspection, l'exploitant précise qu'il s'agit d'une batterie de modèle "Zen 42" de 285 kg (destiné aux bus), de technologie nickel-manganèse-cobalt (NMC).

L'exploitant précise la chronologie de l'incident :

14h49 : Alarme incendie

- Déclenchement manuel par l'opérateur

14h51 : Information de la personne titulaire du poste et du produit concerné auprès du Responsable de la salle de crise

- Localisation de l'événement : Côté sud / Bâtiment 3 (Production) / Zone 21, Adr. 3.
- La batterie est connectée à une baie (pas d'extraction possible sans déconnexion)
- Présence de fumée + flammes

14h52 : Demande des équipiers de seconde intervention (ESI) d'appeler les pompiers à l'équipe de gestion de crise

- 7 ESI engagés
- 3 SST engagés

14h53 : Demande de couper le courant dans le bâtiment 3 (Production)

14h54 : Comptage réalisé (pas de manquant)

14h55 : Mise en place d'une couverture anti-feu sur la batterie concernée + extincteurs

14h58 : Mise en place d'une seconde couverture anti-feu sur la batterie concernée

15h01 : Info que le sprinklage a été déclenché & demande de mise sur rétention du site.

15h08 : Arrivée de la gendarmerie

15h19 : Arrivée des pompiers

15h22 : Batterie sortie pour immersion

Sur demande de l'IIC, l'exploitant apporte les précisions suivantes :

La batterie était en gestion SAV, en phase de "contrôle libératoire" (i.e. diagnostic avec phases rapides de charge / décharge).

Ce "contrôle libératoire" est un process commun, réalisé plusieurs fois par jour.

Les flammes sont apparues immédiatement, ce qui a conduit à appeler dans la foulée le SDIS.

Par rapport aux incidents précédents, le site dispose désormais de couvertures anti-feux permettant de couvrir la batterie et réduire l'intensité des flammes.

Le sprinklage couvrant le bâtiment de production est découplé en plusieurs zones indépendantes. Seul le secteur de sprinklage au droit de l'incendie s'est déclenché. Son fonctionnement a été arrêté sur demande du SDIS.

Les dispositifs de désenfumage ont été déclenchés (cartouches) à la demande du SDIS.

La vanne de sectionnement permettant de mettre en rétention les eaux d'extinction incendie a été manœuvrée manuellement, le site étant sous coupure électrique.

Selon l'exploitant,

- les analyses dans l'air (détecteur fluorure d'hydrogène HF) n'ont pas montré d'impact notable,
- pas d'impact sanitaire pour les salariés

L'analyse des causes profondes est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant télédéclarera l'incident via le lien ci-après :

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 2.4.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement

Prescription contrôlée :

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

La zone concernée par l'incendie est en cours de nettoyage, notamment le sol (eau de sprinklage / retombées des fumées). Les murs et la toiture du bâtiment ne portent pas de traces de fumée.

L'exploitant indique que le désenfumage a tout d'abord été engagé en ouvrant les multiples

portes sectionnelles du bâtiment et en plaçant plusieurs ventilateurs industriels au droit de ces ouvrants.

Les dispositifs de désenfumage en toiture n'ont été actionnés qu'après l'arrivée du SDIS (sur leur demande).

L'exploitant souligne que l'autorisation de rentrer dans le bâtiment sans masque a été donnée dès 18h00.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant

- transmettra les éléments justifiant le bon dimensionnement des dispositifs de désenfumage et justifiera l'absence de leur mise en œuvre avant l'arrivée du SDIS,
- justifiera de la remise en état et de leur caractère opérationnel avant reprise de la production.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Constats :

Les équipes de seconde intervention (ESI) disposent des équipements suivants :

- pantalon ;
- chaussures ;
- cagoule ;
- parka ;
- appareil respiratoire isolant (ARI) au nombre de 8 ;
- masque ;
- casque ;
- gants ;
- talkie-walkie.

Ces équipements sont disponibles au sein d'un local dédié aux ESI.

L'exploitant indique que ces équipements sont vérifiés annuellement. Il présente un rapport de contrôle pour 3 ARI datant de septembre 2025.

Il souligne que plusieurs exercices sont réalisés annuellement.

Des photos du dernier exercice datant de septembre (gestion de la couverture anti-feux, des

<p>fumées) ont été visualisées.</p> <p>Sur demande de l'IIC, un compte-rendu (CR) de l'exercice de juin 2025 est présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 9 ESI présents (3 absents) ; - objectifs : manœuvrer un chariot pour évacuer caisse / utiliser moyens de lutte contre incendie dont couverture anti-feux.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera que tous les ARI ont été contrôlés depuis moins d'un an. Le CR de l'exercice de septembre devra être finalisé.</p> <p>Il faudra veiller à ce que les CR soient plus explicites concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les points positifs ; - les points négatifs ; - les axes d'amélioration ; - les actions correctives / préventives.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre;</i> - <i>d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;</i> - <i>d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;</i> - <i>de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</i> <p><i>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>La plateforme d'échanges de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA) montre que sont localisés à moins de 150 m de l'entrée du site 3 poteaux d'incendie délivrant entre 136 et 160 m³/h.</p> <p>Le rapport de contrôle / maintenance (société EUROFEU) des 161 extincteurs daté du 4 septembre 2025 est présenté.</p>

<p>Les robinets d'incendie armés (RIA) ont été contrôlés le 8 septembre 2025.</p> <p>L'exploitant indique que le sprinklage est contrôlé annuellement. Les 2 cuves associées ont été visualisées ainsi que le groupe motopompe. Le local dispose d'un registre de suivi renseigné (1 fois par semaine, vérification des niveaux d'eau et de carburant, essais avec relevés des pressions).</p> <p>En outre, le site dispose de 4 bennes d'immersion, réparties sur site, adaptées aux dimensions des batteries et de 3 couvertures anti-feux.</p> <p>Depuis 2024, l'exploitant s'est également doté d'un caisson "zone d'isolement sécurité" (coupe-feu 2 heures, avec branchement RIA) afin d'isoler une batterie suspecte (mais sans fumées / flammes).</p> <p>Le site dispose également de détecteurs fumées dans le bâtiment production et de détecteurs chaleurs dans des secteurs spécifiques (dont banc tests).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la remise en état du réseau de sprinklage (têtes, niveau réservoirs,...) ; - le remplacement des couvertures anti-feux, des extincteurs utilisés lors de l'incendie ; - le suivi annuel des détecteurs incendie répartis sur l'ensemble du site ; - le suivi annuel du sprinklage.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 5 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Électrique.</i></p> <p><i>Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) établi par le prestataire APAVE le 3 février 2022.</p> <p>Il recense 4 zones de type 1 (Atmosphère explosible présente occasionnellement) et 4 zones de type 2 (Atmosphère explosible présente accidentellement).</p> <p>Les deux locaux de charge (expédition et réception) sont équipés mais pas les deux autres zones type 1 (chargeur laboratoire et transpalette fabrication) ni les zones 2 (produits chimiques inflammables).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant justifie l'absence de détecteurs H2 sur certaines zones ATEX identifiées ou complète ceux existants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.7.

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

[...]

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),*
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,*
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.*

Constats :

L'exploitant présente les consignes disponibles dans le local dédié à la gestion de crise :

- coupure électricité (TGBT, bâtiments, téléphones des différents responsables, canaux des talkies-walkies) ;
- fermeture eaux (vanne avec ou sans alimentation électrique, téléphones des différents responsables, canaux des talkies-walkies).

Des supports muraux dédiés à la gestion de crise, à demeure dans ce local, listent également les actions à réaliser en cas d'accident et recensent les différents responsables, engagés ou pas lors de survenue d'un accident (resp. d'intervention, comptage, coupure énergie, coupure des eaux, appels).

En outre, le plan Etablissement Répertoire (ÉTARÉ) a été mis à jour par le SDIS en mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 4.8.

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes

<p>d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires, - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées, - les instructions de maintenance et de nettoyage, - le maintien de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que ces consignes permettant la conduite des différents process existent et que les dispositifs de sécurité sont suivis mais ne peut les présenter.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera l'établissement des consignes répondant aux attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 5.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le site est en capacité de retenir les eaux d'extinction d'incendie, notamment via les réseaux (canalisations des eaux de ruissellement) constituant une capacité de rétention adaptée. Tous les effluents sont dirigés vers l'exutoire, doté d'une vanne de sectionnement, au nord du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera les capacités de rétention du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Récupération - recyclage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article ANN I / 71.
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : <i>Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.</i>
Constats : L'exploitant indique que le volume des eaux d'extinction d'incendie est de l'ordre de 5 m ³ , prélevées par le prestataire AVSP. Un prélèvement a été effectué par le laboratoire IANESCO en matinée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- volume des eaux d'incendie, gestion de ces déchets ;- résultats d'analyse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Arrêté ministériel de prescriptions générales (projet)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29 octobre 2025, article L. 511-2
Thème(s) : Situation administrative, Modification nomenclature
Prescription contrôlée : <i>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</i>
Constats : La DGPR a initié des travaux en 2024 pour créer une nouvelle rubrique ICPE qui viendra encadrer certaines activités liées aux batteries (2926) : <ol style="list-style-type: none">1 - Activités préservant la cellule de la batterie : entreposage, transit, regroupement, tri, assemblage, remanufacturation...2 - Activités entraînant l'ouverture ou la destruction de la cellule de la batterie : autres cas de maintenance, broyage de batteries...

Une consultation publique devrait être réalisée, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement, au cours du 1^{er} semestre 2026.

L'exploitant indique avoir participé aux GT relatifs à l'élaboration de l'arrêté ministériel correspondant à cette nouvelle rubrique. Le site pourrait relever du régime de l'autorisation au titre de l'alinéa 1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2025, article R. 512-68

Thème(s) : Situation administrative, Régime déclaration avec contrôle (DC)

Prescription contrôlée :

Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1.

Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

Constats :

L'exploitant a déclaré au titre de la rubrique 1185, le 2 septembre 2021, l'exploitation d'équipements frigorifiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de 375 kg (seuil de la déclaration fixé à 300 kg).

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente une demande qu'il a effectuée auprès de l'APAVE, le 8 juin 2022, afin de procéder au contrôle périodique réglementaire.

Il ne peut cependant présenter le rapport correspondant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le rapport de contrôle périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours